



No de résolution  
ou annotation

PROVINCE DE QUÉBEC  
MUNICIPALITÉ DE PACKINGTON

Réunion régulière du Conseil municipal de la paroisse de Packington, tenue au Complexe des Générations, lundi 5 juin 2023 à 19h30 à laquelle étaient présents:

Madame et messieurs : Guillaume Morin, Jean-Noël Moreau, Sébastien Thériault, Yves Lebel, Linda Lévesque et Jérôme Dubé formant quorum sous la présidence de M. Jules Soucy, maire.

Le secrétaire-trésorier/directeur général assiste également à la réunion.

RS-101-23

Lecture et adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par Linda Levesque  
et résolu

d'adopter l'ordre du jour tout en laissant le point « Varia » ouvert.

Adoptée à l'unanimité.

RS-102-23

Adoption du procès-verbal de la dernière réunion

Il est proposé par Yves Lebel  
et résolu

que le procès-verbal 1<sup>er</sup> mai 2023 soit adopté tel que rédigé.

Adoptée à l'unanimité.

Conciliation bancaire

La conciliation bancaire démontre un solde au 31 mai 2023 de 296776.70 au compte courant et de 75497.16 au fonds de roulement.

Période de questions

Aucune question.

RS-103-23

Approbation des comptes

Il est proposé par Jean Noël Moreau  
et résolu  
d'approuver les comptes ci-dessous décrits :



No de résolution  
ou annotation

### Comptes à payer - Juin 2023

Nom	Montant
1 BMR Avantis	4 339,47 \$
2 Bell	1 196,45 \$
3 Épicerie 4 Sous	946,10 \$
4 Pneus FM	57,49 \$
5 Electro Saguenay	1 517,67 \$
6 Guy Morin	52,32 \$
7 Plomberie G. M. enr	547,95 \$
8 Webetic (renouvellement nom de domaine)	176,95 \$
9 Petite Caisse (poste & fourniture de bureau)	139,75 \$
10 Boivin & Gauvin	102 299,01 \$
11 Excavation Tanguay	1 232,21 \$
12 Buropro Citation	114,33 \$
13 Distribution Francis	1 810,86 \$
14 Les Création P.O.M.E. (colonne de ballon 6 mai)	130,00 \$
15 Haute-Vitesse Témiscouata	68,99 \$
16 Construction G.B.	9 525,04 \$
17 Imprimerie L'impression (numérisation livre 75e)	205,80 \$
18 Corp. Dev. Économique	3 449,25 \$
19 Équipement SMS	2 480,70 \$
20 Servitech	4 062,00 \$
21 Info-Dimanche	486,85 \$
22 Les Arts Dufort	3 475,07 \$
23 Joseph Dumont	3 976,28 \$
24 Pièces Témis	636,84 \$
25 Petroles J. Larochelle	3 071,68 \$
26 Bétonnières Du Golf	137,97 \$
27. Bell: bureau & garage, poste incendie, bacs	430,49 \$
28 Haute-Vitesse Témiscouata juin	68,99 \$
29 H2LAB : analyse dieau	180,23 \$
30 RIDT quote part avril mai, vidange fosse, bacs	16 525,15 \$
31 Bureau publicité des droits: mutations	20,00 \$
32	
33	
34	
<b>Mise à jour le 01 mai 2023</b>	<b>163 361,89 \$</b>

**RS-104-23**

#### Poste d'agent(e) administratif(ive)

Nous avons reçu 7 curriculums vitaes qui ne répondaient pas aux conditions stipulées dans notre appel d'offre.

Il est proposé par Jules Soucy  
et résolu

que le Conseil abolisse cette affichage et mette fin au processus d'appel d'offre pour la recherche d'un(e) agent(e) administratif(ive).

Adoptée à l'unanimité



No de résolution  
ou annotation

### **Engagement directeur général adjoint**

Suite à l'absence de candidatures intéressantes, nous avons obtenu un curriculum vitae d'une personne ayant des qualifications pour remplacer le poste de direction général. Il possède un baccalauréat en droit, trois années d'expérience comme directeur général d'une autre municipalité. Il est intéressé de venir rejoindre notre équipe de travail. Il demeure à Dégelis.

Dans le contexte de pénurie de main d'œuvre, il est intéressant de saisir cette opportunité. Le Comité des ressources humaines est en accord avec cette candidature et trouve l'opportunité très intéressante pour la poursuite. Il pourra s'approprier des dossiers et être en mesure de connaître l'ensemble des tâches. Nous pourrions faire une bonne transition avant le départ du directeur général.

Il est proposé par Sébastien Thériault  
et résolu

que le Conseil municipal de la paroisse de Packington engage M. Michael Marmen comme directeur général adjoint, avec une période de probation de six mois et aux conditions stipulées dans le contrat de travail à intervenir entre les parties avant le début de l'emploi. Il débutera le 19 juin prochain.

Adoptée à l'unanimité

**RS-106-23**

### **Engagement des surveillantes à la plage municipale**

Nous avons affiché les deux postes et à la fin de la période de candidature, nous avons reçue deux curriculums vitae. Ils répondent aux exigences des postes de surveillantes à la plage municipale. Il s'agit de Thalia Morin et de Mathilde Soucy.

Messieurs Jules Soucy et Guillaume Morin se retire de la décision considérant que pour chacun, les candidates sont leurs filles.

Les postes seront de 30 heures par semaine comme l'an dernier. Mme Thalia Morin sera la responsable de la plage, ayant ses qualifications et Mme Mathilde Soucy sera son adjointe.

Après discussion avec la responsable Isabelle Pelletier, le salaire donné à une responsable de la plage est de 17.50 \$ l'heure et l'adjointe 16.50 \$. Après discussion avec les candidates, celles-ci ont acceptées le taux horaire. Les emplois débuteront le mardi 4 juillet et terminerons le samedi 19 août 2023 pour une période de 7 semaines.

Il est proposé par Linda Levesque  
et résolu

que le Conseil municipal de la paroisse de Packington engage mesdemoiselles Thalia Morin, comme sauveur à la plage municipale et Mme Mathilde Soucy comme adjointe aux conditions ci-haut mentionnées.

Adoptée à l'unanimité

RS-107-23

**Déclaration du directeur général sur l'objet, la portée et le coût du RG-344-2023**

Le Directeur général informe que l'objet du règlement 344-2023 est de rendre obligatoire le lavage, avant la mise à l'eau, de son embarcation, de ses accessoires, de la remorque et de la partie du véhicule immergée lors de la mise à l'eau à une station de lavage reconnue. Lorsque la guérite et les stations d'enregistrement seront opérationnels, des frais annuels de 25 \$ seront exigés pour les résidents, de 25 \$ par lavage aux non-résidents avec un maximum annuel de 200 \$ pour les non-résidents.

**Adoption du règlement 344-2023**



PROVINCE DE QUÉBEC  
MUNICIPALITÉ PACKINGTON

**RÈGLEMENT SUR LE LAVAGE DES EMBARCATIONS ET CONCERNANT LES NUISANCES ET VISANT À PRÉVENIR L'INFESTATION DES MOULES ZÉBRÉES ET AUTRES ESPÈCES EXOTIQUES ENVAHISSANTES (EEE)**

ATTENDU QUE le Conseil municipal désire s'assurer du maintien de la qualité des eaux sur son territoire ;

ATTENDU QUE toute municipalité locale peut adopter des règlements en matière d'environnement suivant les pouvoirs accordés par l'article 19 de la Loi sur les compétences municipales ;

ATTENDU QUE la Municipalité est d'avis qu'il est dans l'intérêt de la municipalité et de ses contribuables de prendre toutes les mesures possibles afin de contribuer à la préservation de la qualité des lacs et cours d'eau ;

ATTENDU QUE des études scientifiques ont prouvé que les espèces envahissantes peuvent causer des dommages considérables à la flore, la faune, la qualité de l'eau, la santé publique, les quais, bouées, barrages et embarcations en ce sens qu'elles constituent une menace directe pour le maintien de la qualité de l'eau ;

ATTENDU QUE les espèces envahissantes peuvent se propager d'un lac à l'autre par les coques et les moteurs d'embarcations, les remorques ou par les appâts vivants utilisés en pêche sportive et que des mesures préventives doivent être mises en place de façon à contrer la propagation et l'infiltration de ces espèces dans les lacs intérieurs, ce qui aurait potentiellement des impacts majeurs sur l'économie globale et la valeur foncière des propriétés riveraines des lacs affectés ;

ATTENDU QUE l'affluence d'utilisateurs d'embarcations augmente le risque de contamination par les moules zébrées et autres espèces exotiques envahissantes ;



No de résolution  
ou annotation

ATTENDU QUE

l'introduction et la propagation de plantes et d'espèces exotiques envahissantes peuvent avoir des répercussions négatives sur le plan social. Elles peuvent notamment affecter la santé en augmentant les risques de maladies et en causant de la souffrance à des humains ou à des animaux. En cas d'infestation, elles peuvent aussi limiter ou entraver certaines activités récréatives pratiquées sur l'eau ou dans la nature, telles que la navigation et la baignade ;

ATTENDU QU'É

la moule zébrée et le myriophylle à épi sont présents dans le lac Temiscouata et ont le potentiel de contaminer d'autres plans d'eau du Temiscouata ;

ATTENDU QU'É

une des façons efficaces de contrer la propagation d'espèces exotiques envahissantes est le nettoyage à l'eau chaude et à pression des embarcations qui se déplacent d'un plan d'eau à un autre ;

ATTENDU QUE la Municipalité désire établir une tarification selon les pouvoirs accordés par les articles 244.1 et suivants de la Loi sur la fiscalité municipale qui permet de financer en tout ou en partie les biens, services et activités afin d'assurer la protection des lacs de son territoire ;

ATTENDU QUE l'avis de motion a été donné et que le projet de règlement a été déposé et présenté lors de la séance du Conseil municipal tenue le 1<sup>er</sup> mai 2023 ;

EN CONSÉQUENCE,

*Il est proposé par le présent règlement statué et décrété par le présent règlement ce qui suit :*

---

### 1) ARTICLE 1 – PRÉAMBULE

---

Le préambule fait partie intégrante du présent règlement.

---

### 2) ARTICLE 2 – OBJET DU RÈGLEMENT

---

Le présent règlement a pour but de rendre obligatoire le nettoyage de toute embarcation, qu'elle soit motorisée ou non-motorisée, à une station de lavage reconnue afin de prévenir l'envahissement des plans d'eau de la Municipalité par des espèces exotiques envahissantes, telles que la moule zébrée, et d'assurer la sécurité publique ainsi que la qualité de l'eau et de l'environnement de manière durable.



### 3) ARTICLE 3 – DÉFINITIONS

Aux fins du présent règlement, les mots et expressions suivantes signifient :

**Accessoires** : Moteur, réservoir et tout équipement ayant un contact avec l'eau.

**Certificat de lavage annuel** : Un certificat émis annuellement.

**Commerçant reconnu** : Toute entreprise reconnue qui fait la vente, la réparation ou l'entreposage d'embarcations et qui a signé une lettre d'engagement avec la Municipalité sur les procédures applicables.

**Débarcadère privé** : Un endroit où il est possible d'effectuer la mise à l'eau d'une embarcation et qui appartient à un résident riverain d'un plan d'eau de la Municipalité

**Débarcadère municipal** : Un endroit désigné dans ce règlement Municipalité et qui donne accès à un plan d'eau de la Municipalité. Ce débarcadère peut ne pas avoir de barrière, ou posséder une barrière non mécanisée.

**Embarcation motorisée** : Tout appareil, ouvrage et construction flottable munis d'un moteur, et qui est destiné à un déplacement sur l'eau, à l'exception d'un aéronef.

**Embarcation non-motorisée** : Tout appareil, ouvrage et construction flottable qui n'est pas muni d'un moteur et qui est destiné à un déplacement sur l'eau (ex. canot, kayak, planche à pagaie, etc.).

**Embarcation utilitaire** : Toute embarcation motorisée dont le seul but est d'effectuer des travaux à partir de la surface de l'eau ou de transporter du matériel via la surface de l'eau. Est incluse dans cette catégorie toute embarcation motorisée utilisée pour la surveillance par une autorité compétente, telle que la Sûreté du Québec, ou encore toute embarcation motorisée utilisée pour effectuer des prélèvements dans le cadre d'études environnementales.

**Espèce exotique envahissante** : Organisme croissant hors de son aire de distribution naturelle et pouvant devenir envahissant.

**Lavage** : Action de nettoyer une embarcation et ses accessoires à une station de lavage reconnu, avant la mise à l'eau, au moyen d'un pulvérisateur à pression, sans détergent ni acide, afin de déloger de l'embarcation et ses accessoires, toute espèce exotique envahissante qui pourrait s'y trouver.

**Moule zébrée** (*dreissena polymorpha et dreissena burgensis*) : petit mollusque bivalve d'eau douce.

**Officier responsable désigné** : Désigne la personne nommée par résolution du Conseil municipal pour l'application de ce règlement.

**Personne** : Personne physique ou morale.

**Plan d'eau** : Tout lac ou cours d'eau navigable situé sur le territoire de la Municipalité.

**Preuve de lavage journalier** : Coupon d'accès émis à partir d'une station de lavage reconnue indiquant que l'embarcation est nettoyée conformément à ce règlement.

**Remorque** : Tout équipement servant au transport d'une embarcation.

**Résident riverain** : Toute personne qui est propriétaire d'un immeuble résidentiel ou commercial situé sur une propriété limitrophe à un plan d'eau, qui détient un bail de



No de résolution  
ou annotation

**Remorque** : Tout équipement servant au transport d'une embarcation.

**Résident riverain** : Toute personne qui est propriétaire d'un immeuble résidentiel ou commercial situé sur une propriété limitrophe à un plan d'eau, qui détient un bail de location d'une durée d'au moins trois (3) mois ou qui est l'occupant d'un établissement d'entreprise, au sens de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q. c. F-21), située sur le territoire de la Municipalité.

**Rive** : La rive est une bande de terre qui borde les lacs et cours d'eau et qui s'étend vers l'intérieur des terres à partir de la ligne des hautes eaux.

**Station de lavage reconnue** : Une installation physique aménagée aux fins de laver les embarcations avant leur mise à l'eau et dont l'emplacement est désigné à l'article 6.

**Utilisateur** : Toute personne ayant la garde et le contrôle d'une embarcation motorisée et non-motorisée.

**Vignette annuelle** : Document autocollant obtenu annuellement pour chaque embarcation possédant un certificat de lavage annuel, et étant affiché à un endroit visible de l'embarcation.

---

#### 4) ARTICLE 4 – APPLICATION

---

Le présent règlement s'applique à tous les plans d'eau situés en tout ou en partie sur le territoire de la Municipalité.

---

#### 5) ARTICLE 5 – OFFICIER RESPONSABLE DÉSIGNÉ

---

Le Conseil municipal autorise par résolution toute mesure nécessaire pour que cesse toute infraction constatée envers le règlement et peut mandater toute personne désignée spécifiquement à tenter une poursuite pénale ou civile au nom de la Municipalité pour une contravention au règlement conformément au Code de procédure pénale (L.R.Q. c. C-25.1).

L'officier responsable désigné est nommé par résolution du conseil pour l'application de ce règlement.

Cet officier a le pouvoir d'interdire l'accès aux plans d'eau à toute embarcation motorisée et non-motorisée dont la présence d'espèces animales ou végétales est visible sur l'embarcation, si l'utilisateur n'est pas en possession d'un certificat de lavage annuel valide ou s'il n'est pas en possession d'une preuve de lavage journalière valide, et tenter une poursuite.

L'officier responsable désigné peut appliquer ce présent règlement en effectuant une patrouille nautique, une patrouille, une inspection terrestre, ou encore en visionnant les caméras de surveillance attirées à la gestion des stations de lavage et des débarcadères municipaux.

La personne désignée est autorisée à se faire accompagner dans le cadre de ses interventions par toute personne susceptible de l'aider dans ses fonctions.

Pour l'application du 4<sup>e</sup> alinéa du présent article, l'officier responsable désigné peut visiter et examiner, à toute heure raisonnable, toute propriété immobilière et mobilière afin de constater le respect du présent règlement.



No de résolution  
ou annotation

---

## 6) ARTICLE 6 – OBLIGATION DE LAVER LES EMBARCATIONS ET LEURS ACCESSOIRES

---

Tout utilisateur doit, avant la mise à l'eau, procéder au lavage de son embarcation, de ses accessoires, de la remorque et de la partie du véhicule immergée lors de la mise à l'eau à une station de lavage reconnue et obtenir une preuve de lavage journalier.

La localisation des stations de lavage reconnues sont spécifiés en annexe B du présent règlement.

---

## 7) ARTICLE 7 – PREUVE DE LAVAGE JOURNALIER

---

Tout utilisateur dont l'embarcation se trouve sur un plan d'eau de la municipalité doit avoir en sa possession sa preuve de lavage journalier valide, de la bonne date et de la bonne catégorie d'embarcation.

---

## 8) ARTICLE 8 – CERTIFICAT DE LAVAGE ANNUEL

---

Sous réserve de l'Article 11, est exempté de l'application des Articles 6 et 7 du présent règlement :

- 1) Tout résident riverain qui met à l'eau et navigue à partir d'une embarcation motorisée et non-motorisée entreposée sur la rive ou sur le terrain riverain du plan d'eau et dont celle-ci n'est pas et n'aura pas été utilisée sur un autre plan d'eau ;
- 2) Tout résident de la MRC de Temiscouata qui entrepose son embarcation motorisée et non-motorisée sur une rive du plan d'eau et dont celle-ci n'est pas et n'aura pas été utilisée sur un autre plan d'eau ;
- 3) Lorsqu'un résident riverain ou utilisateur sollicite les services d'un commerçant reconnu pour la mise à l'eau de son embarcation motorisée, laquelle a été entreposée sur son terrain ou ailleurs, le lavage de l'embarcation n'est pas obligatoire si l'embarcation est mise à l'eau au plus tard le 1er juin de chaque année et que l'embarcation n'est pas allée sur un autre plan d'eau. Par contre, la remorque à être utilisée doit être lavée conformément au présent règlement.

Nonobstant le 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 8, une embarcation motorisée et non-motorisée exemptée de l'obligation de lavage doit obtenir un certificat de lavage annuel.

Tout résident riverain ou utilisateur doit afficher en permanence sa vignette sur son embarcation. La vignette doit être apposé de façon visible sur une partie externe de l'embarcation.

Le détenteur d'un certificat de lavage annuel valide doit être en mesure de remettre à l'officier responsable désigné, sur demande, le numéro du certificat de lavage annuel associé à l'embarcation.

Sont aussi exemptées de l'application du présent règlement les embarcations utilitaires qui servent lors d'une situation d'urgence. Dans ce contexte, les embarcations utilitaires devront être nettoyées à la sortie du plan d'eau.





No de résolution  
ou annotation

**ARTICLE 9 – CONDITION D'OBTENTION D'UNE PREUVE DE LAVAGE JOURNALIER ET D'UN CERTIFICAT DE LAVAGE ANNUEL POUR UNE EMBARCATIION MOTORISÉE ET NON-MOTORISÉE**

Pour obtenir une preuve de lavage journalier, tout utilisateur doit :

- 1) Laver son embarcation, le moteur, la remorque, la partie immergée du véhicule tractant, ainsi que tous ses accessoires, s'il y a lieu, à la station de lavage reconnue ;
- 2) Payer le coût de lavage établi au tableau de l'Annexe A.

Pour obtenir un certificat de lavage annuel, tout utilisateur ou résident riverain doit :

- 9) Présenter une demande à cet effet à un commerçant reconnu ou à la Municipalité, en fournissant les informations suivantes :
  - a. Ses noms, prénom, adresse, numéro de téléphone et une pièce d'identité qui comprend une photographie ;
  - b. La description de son embarcation, en spécifiant sa catégorie, sa marque, sa couleur, sa dimension, son numéro de série, y compris celui du moteur et, le cas échéant, son numéro d'immatriculation et/ou celui de son véhicule et de sa remorque ;
  - c. Pour un résident riverain, être en mesure de fournir une preuve de résidence en produisant des documents probants tels que le compte de taxes ;
  - d. Pour les utilisateurs requérant les services d'un commerçant reconnu, être en mesure de fournir un bail d'emplacement d'une marina.
- 10) Payer le coût du certificat de lavage annuel établi au tableau de l'Annexe A.

**ARTICLE 10 – OBLIGATION D'EXHIBER LE CERTIFICAT DE LAVAGE ANNUEL OU LA PREUVE DE LAVAGE JOURNALIER**

L'utilisateur d'une embarcation motorisée et non-motorisée qui se trouve sur un des plans d'eau situés sur le territoire de la Municipalité doit, à la demande de l'officier responsable désigné, lui exhiber sa vignette ou sa preuve de lavage journalier accompagné d'une preuve d'identité.

**ARTICLE 11 – VALIDITÉ DU CERTIFICAT DE LAVAGE ANNUEL ET DE LA PREUVE DE LAVAGE JOURNALIER**

La preuve de lavage journalier est valide 24 h après le lavage de l'embarcation motorisée et non-motorisée. Si l'embarcation n'a pas été mise à l'eau durant cette période, l'utilisateur devra laver à nouveau son embarcation.

La preuve de lavage journalier cesse d'être valide lorsque l'embarcation, qui avait été autorisée à circuler, quitte le plan d'eau.

L'utilisateur qui souhaite de nouveau avoir accès à ce même plan d'eau ou à un autre plan d'eau situé sur le territoire de la Municipalité devra se présenter de nouveau à la station de lavage reconnue, laver son embarcation et obtenir une nouvelle preuve de lavage journalier.

Le certificat de lavage annuel cesse d'être valide au 31 décembre de chaque année, et le résident riverain ou l'utilisateur doit effectuer une nouvelle demande avant la mise à l'eau de l'année suivante.

Un certificat de lavage annuel cesse aussi d'être valide lorsque survient l'une des situations suivantes :

- 1) L'embarcation a été mise à l'eau sur un autre plan d'eau ;
- 2) L'embarcation a changé de propriétaire ;
- 3) Le détenteur du certificat de lavage annuel n'a pas respecté l'une des dispositions du présent règlement.

Afin de rendre conforme à nouveau une embarcation dans le cas où le certificat cesse d'être valide avant le 31 décembre, une preuve de lavage journalier valide devra être présentée lors d'une nouvelle demande de certificat de lavage annuel.

#### ARTICLE 12 – Mise à l'eau

L'accès à un plan d'eau pour une embarcation motorisée, tant pour sa mise à l'eau que sa sortie de l'eau doit obligatoirement se faire par l'un des débarcadères municipaux et/ou débarcadères municipaux automatisés.

La présente disposition ne s'applique pas dans le cas d'un résident riverain qui utilise sa propriété riveraine pour mettre à l'eau son embarcation motorisée, s'il se conforme aux dispositions du présent règlement, y compris le lavage des embarcations.

Est prohibée l'utilisation d'un débarcadère privé pour tout utilisateur n'étant pas le résident riverain du terrain.

Nonobstant le 1<sup>er</sup> alinéa, toute personne physique, morale ou association possédant ou exploitant un débarcadère municipal ou privé, tels un camping, ou une marina, situés sur rive et aux abords des plans d'eau visés par le présent règlement, doit s'assurer que l'utilisateur d'une embarcation motorisée et non-motorisée détient sa preuve de lavage journalier valide ou son certificat de lavage annuel valide.

#### ARTICLE 13 – MÉTHODE DE LAVAGE

Le lavage des embarcations motorisée et non-motorisée doit être réalisé par l'utilisateur en effectuant les étapes suivantes :

- 1) **Inspection visuelle** : consiste à faire le tour des équipements reliés à l'embarcation soit : la coque du bateau, sa remorque, le moteur ainsi que tout autre équipement et accessoire qui entrera directement ou indirectement en contact avec l'eau. Lors de l'inspection, on recherchera la présence d'organisme animal ou végétal pouvant être accroché aux équipements ou à l'embarcation ;
- 2) **Nettoyage manuel des équipements** : consiste à retirer manuellement les organismes indésirables identifiés à la première étape puis d'en disposer dans la poubelle à déchets destinés à l'enfouissement (et non le compost ou le recyclage) ;
- 3) **Nettoyage de l'hélice (embarcation motorisée)** : consiste à nettoyer et retirer les plantes ou autres organismes indésirables enroulés autour de l'hélice.
- 4) **Vidange des réservoirs** : consiste à vider tout type de contenant d'eau (ballasts, réservoirs d'eau, viviers, contenant à appâts, etc.) dans un site éloigné d'un lac ou d'un cours d'eau où l'eau résiduelle pourra s'infiltrer dans le sol ;
- 5) **Lavage à haute pression** : consiste à laver l'embarcation et ses équipements et accessoires à l'aide d'un jeu d'eau chaude (60 degrés Celsius) à haute pression (2 600 PSI minimum) dans le but de déloger les organismes les plus résistants. L'eau résiduelle doit être dirigée au même endroit que les eaux de vidange des réservoirs ;



No de résolution  
ou annotation

L'eau résiduelle doit être dirigée au même endroit que les eaux de vidange des réservoirs;

- 6) **2<sup>e</sup> inspection visuelle** : consiste à refaire l'inspection tel que définit au paragraphe 1) pour s'assurer de l'efficacité du lavage.

Tout utilisateur doit procéder au nettoyage de son embarcation motorisée et non-motorisée selon la procédure inscrite à la station de lavage reconnu.

---

#### **ARTICLE 14 – APPÂTS VIVANTS**

---

Il est strictement interdit de transporter des appâts vivants pour la pêche dans un contenant dont l'eau provient d'un autre plan d'eau que celui où aura lieu la pêche. Il est strictement interdit d'en déverser le contenu à moins de 30 mètres d'un plan de la Municipalité.

---

#### **ARTICLE 15 – VIDANGE DES EAUX**

---

Il est strictement interdit de vidanger les eaux du système de refroidissement des moteurs, des eaux de ballast, de l'eau des viviers ou de tout autre accessoire, équipement ou système, et ce, à moins de 30 mètres d'un plan d'eau, dans un fossé ou dans les réseaux de collecte d'eaux pluviales ou d'égouts de la Municipalité.

---

#### **ARTICLE 16 – PROHIBITION**

---

Le fait par quiconque de déposer ou de permettre que soit déposé, de quelque façon que de soi, des espèces exotiques envahissantes telles que la moule zébrée et le myriophylle à épi ainsi que toute autre substance ou espèce nuisible dans un plan d'eau de la municipalité est strictement prohibé.

Le fait d'utiliser un certificat de lavage annuel ou une preuve de lavage journalier qui ne sont pas de la bonne catégorie est prohibé.

---

#### **ARTICLE 17 – FAUSSE DÉCLARATION**

---

Toute fausse déclaration à l'égard du présent règlement entraîne la nullité immédiate de tout certificat de lavage annuel ou de preuve de lavage journalier émis au nom de l'utilisateur ayant effectué la fausse déclaration ou de toute autre personne résidant ou occupant la même adresse dans le cas d'un certificat de lavage annuel.

---

#### **ARTICLE 18 – PÉNALITÉ**

---

Le non-respect de l'Article 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17 ou du 3<sup>e</sup> alinéa de l'article 20 constitue une infraction au présent règlement et est passible d'une amende prévue à l'Article 20.

L'officier responsable désigné à l'application du présent règlement peut remettre à



No de résolution  
ou annotation

pénale (L.R.Q., c. C-25.1).

---

**ARTICLE 19 – INFRACTION**

---

Quiconque contrevient ou ne se conforme pas à l'une ou l'autre des dispositions du présent règlement commet une infraction et est passible d'une amende.

Toute infraction continue à l'une ou l'autre des dispositions du présent règlement constitue, jour par jour, une infraction séparée et distincte.

---

**ARTICLE 20 – MONTANT DE L'AMENDE**

---

Le montant minimal et le montant maximal de l'amende décrite à l'article 18 s'établissent comme suit :

	Première infraction	Récidive
Personne physique	200\$ à 1000\$	400\$ à 2000\$
Personne morale	400\$ à 2000\$	800\$ à 4000\$


Le montant de l'amende n'inclut pas les frais de poursuite juridique. Ceux-ci sont payés par le contrevenant.

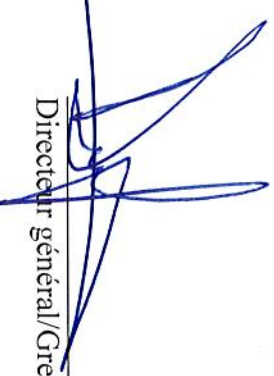
Le délai pour le paiement des amendes et des frais imposés en vertu du présent article, et les conséquences du défaut de payer lesdites amendes et frais dans les délais prescrits sont établis conformément au Code de procédures pénales du Québec (L.R.Q., c. C-25.1).

**ARTICLE 21 – Entrée en vigueur**

Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la Loi.

Adopté à la séance du 5 juin 2023

  
\_\_\_\_\_  
Maire

  
\_\_\_\_\_  
Directeur général/Greffier

**ANNEXE A - Grille de tarification**

25 \$ par lavage par embarcation motorisée pour les non-résidents

25 \$ par année par embarcation motorisée pour les résidents

0 \$ par jour par embarcation non-motorisées pour les non-résidents

0 \$ par année par embarcation non-motorisée pour les résidents

200 \$ pour l'année pour les embarcations motorisées pour les non-résidents

504



No de résolution  
ou annotation

## ANNEXE B - Liste et localisation des stations de lavage reconnues

- Biencourt (Chalets/camping Biencourt) / 1 Chemin du Camping, Biencourt, QC G0K 1T0
- Dégelis (Plage municipale) / 393 295 Rte, Dégelis, QC G5T 1R2
- Écosite à la tête du lac / 140 QC-232, Saint-Cyprien, QC G0L 2P0
- Lejeune (Camping Beaulieu) / 266 Rang du Lac, Lejeune, QC G0L 1S0
- Packington (Camping municipal de Packington) / 585 5e Rang S, Packington, QC G0L1Z0
- Pohénégamook / 313 Rue Principale, Pohénégamook, QC G0L 1J0
- Saint-Jean-de-la-Lande (Pont couvert) / Rte des Chalets, Saint-Jean-de-la-Lande, QC G0L 3N0
- Saint-Juste-du-Lac (Camping Sous-Bois-de-l'Anse) / 123 Chemin du Lac, Saint-Juste-du-Lac, QC G0L 3R0
- Témiscouata-sur-le-Lac (Club de Yacht de Cabano) / 90 Rue de la Plage, Témiscouata-sur-le-Lac, QC G0L 1E0
- Témiscouata-sur-le-Lac (Centre communautaire PGR) / 205 rue Jacques-Dubé, Témiscouata-sur-le-Lac, QC G0L 1X0
- Adoptée à l'unanimité

RS-108-23

### Rapport sur la situation financière de la municipalité de Packington

M. le maire, conformément à l'article 176.2.2 du code municipal, fait rapport des faits saillants du rapport financier et du rapport du vérificateur externe à ses citoyens lors de la réunion du mois de juin pour l'exercice terminé le 31 décembre 2022. Copie dudit rapport sera inclus dans la prochaine édition de l'Informateur conformément à la loi.

Il est proposé par Linda Levesque  
Et résolu

Que le Conseil a pris connaissance du rapport sur la situation financière de la municipalité de Packington.

Que le rapport sera publié dans le prochain journal municipal.

Adoptée à l'unanimité

RS-109-23

### Demande de dérogation mineur Marc Blaquière

M Marc Blaquière désire se construire un garage en forme rond en acier avec façade rectangulaire avec un revêtement autorisé. Dans la zone V.1, il n'est pas autorisé ce genre de bâtiment.

Le Comité considère cette demande recevable, car la façade est en revêtement autorisé au règlement de construction et la forme du bâtiment ne sera pas visible du rang et est protégé par une haie en cèdre. Les voisins sont



No de résolution  
ou annotation

éloignés

Le Comité consultatif d'urbanisme recommande au conseil d'accepter cette demande de dérogation mineure.

Il est proposé par Jérôme Dubé  
et résolu

que le Conseil municipal de la paroisse de Packington accepte la demande de dérogation mineure de M. Marc Blaquière tel que recommandé par le comité consultatif d'urbanisme.

Adoptée à l'unanimité

RS-110-23

**Revêtement extérieur agrandissement Complexe des Générations**

Le revêtement extérieur s'est dégradé en partie sur la partie supérieure sur presque tous les murs. Un rapport du fabricant nous informe qu'il y aurait dû y avoir un joint d'expansion pour éviter ce phénomène. L'entrepreneur prétend qu'il a installé le revêtement conformément aux directives. Que selon lui, ce problème n'est pas entièrement de sa faute.

L'entrepreneur propose la solution suivante : les travaux de réparation sont évalués à 20,457.51 \$. La compagnie Maconnex donne un crédit de 3,997.41 \$ et l'entrepreneur général octroie un crédit de 6,460.10 \$, ce qui reste un solde à payer de 10,000 \$ plus taxes.

Si la municipalité n'accepte pas cette offre, l'entrepreneur n'effectuera pas aucun travail. La Municipalité devra engager une firme d'avocat pour forcer l'entrepreneur à exécuter la correction.

Considérant que le Conseil municipal de la paroisse de Packington désire trouver une solution à ce litige:

Considérant que le Conseil municipal considère que les frais qu'elle devra engager pour forcer l'entrepreneur à réaliser les travaux sont plus important que la solution proposé.

En conséquence,  
il est proposé par Guillaume Morin  
et résolu

que le Conseil municipal de la paroisse de Packington accepte la proposition de Construction Unic pour régler le problème avec le revêtement extérieur. Qu'advenant que les coûts de démolition et réinstallation soient inférieurs à la proposition, l'entrepreneur chargera seulement le temps réel. Cependant la somme que la municipalité s'engage à verser ne pourra pas être supérieur à 11,497.50 \$ taxes comprises.

Adoptée à l'unanimité

506



No de résolution  
ou annotation

### R.I.D.T. : Information

Une rencontre d'information a eu lieu à Dégelis en présence des 19 municipalités concernant la gestion des matières résiduelles.

Tous les services sont présentement en place pour s'assurer qu'un minimum de déchets se rende au site d'enfouissement sanitaire. La raison qui motive cette vision est que nous désirons que notre site dure le plus longtemps possible et que nous diminuons les contributions au gouvernement pour l'enfouissement.

Les municipalités se sont entendues pour adopter un règlement commun pour s'assurer que les contribuables se conforme à cette obligation de composter, de recycler et d'utiliser tous les services tel que les écocentres, les dépôts municipaux, les friperies ou comptoir à linge, les boutiques de réemploi.

Cette nouvelle réglementation sera effective le 01 janvier 2024

Que le Conseil municipal de Packington affiche le poste d'agent(e) administratif(ive) pour remplacer Mme Anne Pelletier qui est retournée à son ancien employeur. Cette offre d'emploi sera diffusée dans le journal Info Dimanche, dans l'Informateur, Service Accès-Emploi, Carrefour Jeunesse-emploi et dans d'autres médias gratuits.

Que les curriculum vitae seront reçus jusqu'au vendredi 19 mai prochain et le comité ressource humaine se réunira pour donner suite.

Adoptée à l'unanimité

### Période de questions

1. Un contribuable demande des explications concernant le revêtement extérieur de l'agrandissement du Complexe des Générations
2. Un contribuable fait un commentaire en rapport avec la non-invitation de M. Émilien Beaulieu à l'inauguration du Complexe des Générations.
3. Un contribuable demande si la réparation des nids de poules sera faite prochainement autour du lac Jerry.
4. Un contribuable demande si notre lac sera interdit cette année aux non-résidents considérant que la guérite et les terminaux ne sont pas installés.

### Levée de l'assemblée

À 21, h 00, M Jules Soucy, maire propose la levée de l'assemblée